



Maxime LAFORET

Agent Général d'Assurance Exclusif

28 BIS RUE FRANÇOIS MITTERRAND

33160 ST MEDARD EN JALLES

Tél. 05.56.42.06.60 Fax.

Courriel : agence.maxime.laforet@mutuelledepoitiers.fr

N° 11060431 (www.orias.fr)

SARL ATELIER OCEAN
CENTRE TECH ESPACE N 5
RUE TOUSSAINT CATROS
33185 LE HAILLAN

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE des ENTREPRISES DU BÂTIMENT

(Ce document comporte une annexe "ACTIVITÉS DECLARÉES")

Nous attestons que **SARL ATELIER OCEAN (RUE TOUSSAINT CATROS 33185 LE HAILLAN)** est assuré(e) pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023, par le contrat GL n°1313206 RB5, contrat n°301995836, à effet du 08/04/2022 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale encourue par l'assuré dans le cadre des seules activités déclarées à l'Annexe « **ACTIVITÉS DÉCLARÉES** » jointe à ce document,

Nous attestons que l'effectif (réel en nombre de personnes) déclaré par l'entreprise sur le contrat précité est de 5, et que l'effectif retenu selon la règle tarifaire est alors de 4.

Les garanties sont accordées dans les limites figurant au tableau ci après. (Les montants de garanties et franchises sont fixés à l'indice FFB de 1142.80 figurant sur le dernier avis d'échéance échu.)

RISQUES GARANTIS	LIMITES DE GARANTIE engagement maximum par sinistre	FRANCHISE (1)
Si une (ou des) clause(s) spécifique(s) a (ont) été souscrite(s), les garanties, limites d'engagement et franchises qui y sont prévues se substituent à celles précisées ci-après, ou les complètent, selon le cas.		
A- RESPONSABILITÉ CIVILE PENDANT L'EXERCICE DE LA PROFESSION		
● Dommages corporels, dommages matériels et immatériels	} 8 000 000 € non indexés, tous dommages confondus dont au maximum :	
◆ Faute inexcusable	1 908 477 € par sinistre et par année d'assurance	Néant
◆ Dommages matériels	5 714 000 € dont au maximum :	} 10 % minimum 308 € maximum 857 €
◆ Dommages aux biens mobiliers confiés	382 839 € par sinistre et par année d'assurance	
◆ Dommages subis par les existants	2 857 000 €	
◆ Dommages aux matériaux des autres entrepreneurs	} 68 568 €	
◆ Vol du fait des préposés		
◆ Atteintes à l'environnement accidentelles	par sinistre et par année d'assurance 1 200 000 € non indexés, tous dommages confondus, sans excéder 100 000 € non indexés pour les frais de prévention et 300 000 € pour le préjudice écologique (art. 1247 du code civil) d'origine accidentelle	} 10 % minimum 1 714 € (sauf sur dommages corporels)
◆ Dommages immatériels		
◆ consécutifs à des dommages matériels garantis	1 531 353 €	308 €
◆ non consécutifs	765 677 € par sinistre et par année d'assurance.	3 142 €

RISQUES GARANTIS	LIMITES DE GARANTIE engagement maximum par sinistre	FRANCHISE (1)
B - RESPONSABILITÉ CIVILE APRÈS ACHÈVEMENT DES TRAVAUX		
<ul style="list-style-type: none"> ● Dommages corporels, dommages matériels et immatériels 	} par sinistre et par année d'assurance 9 530 952 €, tous dommages confondus, dont au maximum :	
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Dommages matériels <ul style="list-style-type: none"> ◇ Dommages subis par les existants 	5 714 000 € dont au maximum : 2 857 000 €	} 10 % minimum 308 € maximum 857 €
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Atteintes à l'environnement accidentelles 	par sinistre et par année d'assurance 1 200 000 € non indexés, tous dommages confondus , sans excéder 100 000 € non indexés pour les frais de prévention et 300 000 € pour le préjudice écologique (art. 1247 du code civil) d'origine accidentelle	10 % minimum 1 714 € (sauf sur dommages corporels)
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Erreurs d'implantation 	765 677 €	10 % minimum 857 € maximum 3 142 €
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Dommages immatériels <ul style="list-style-type: none"> ◇ consécutifs à des dommages matériels garantis ◇ non consécutifs 	1 531 353 € 765 677 €	308 € 3 142 €
C - GARANTIE SUBSÉQUENTE pour le cas des garanties déclenchées par la réclamation	Limites de garanties stipulées pour l'année d'assurance précédant la date de résiliation ou d'expiration du contrat.	Franchise applicable pendant l'année précédant la date de résiliation du contrat.
D - DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE L'ASSURÉ		
<ul style="list-style-type: none"> ● Dépense, frais et honoraires d'avocats 	19 428 €	

(1) Les franchises peuvent être doublées en cas de non-respect de la clause "Travaux par points chauds"

La présente attestation vaut présomption simple de garantie et ne déroge pas aux dispositions du contrat référencé ci-dessus.

Fait à Poitiers, le 09/01/2023



Le Directeur Général de la
Mutuelle de Poitiers Assurances

Les données personnelles traitées et conservées par la Mutuelle de Poitiers Assurances sont destinées à son usage exclusif. Vous pouvez exercer vos droits Informatique et Libertés en vous adressant au délégué à la protection des données de la Mutuelle de Poitiers Assurances - BP 80000 - 86066 POITIERS Cedex 9 ou dpo@mutuelledepoitiers.fr. L'ensemble des informations concernant la protection des données personnelles est disponible sur le site de la Mutuelle de Poitiers Assurances, à la rubrique Mentions Légales, ainsi que dans les Conditions Générales de votre contrat.



Maxime LAFORET

Agent Général d'Assurance Exclusif

28 BIS RUE FRANÇOIS MITTERRAND

33160 ST MEDARD EN JALLES

Tél. 05.56.42.06.60 Fax.

Courriel : agence.maxime.laforet@mutuelledepoitiers.fr

N° 11060431 (www.orias.fr)

Annexe « ACTIVITÉS DÉCLARÉES »

Cette attestation d'assurance est délivrée pour les activités professionnelles mentionnées ci-après, telles que définies dans la NOMENCLATURE PROFESSIONNELLE BÂTIMENT COMMUNE AUX GARANTIES RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE ET RESPONSABILITÉ DÉCENNALE DES ENTREPRISES DU BÂTIMENT n° 1153 -établie sur la base de la nomenclature des activités du bâtiment de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (F.F.S.A.) – et dans la mesure où ces garanties sont souscrites.

- Par la notion de "**travaux accessoires et/ou complémentaires**", il faut entendre la réalisation de travaux qui sont nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux de construction relevant de l'activité principale définie. Ces travaux répertoriés comme accessoires et complémentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. Si tel était le cas, ils devraient être déclarés comme une activité à part entière. A l'inverse, ils seraient alors réputés non garantis.
- Le terme "**réalisation**" comprend la conception, la mise en œuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage-levage.

4-7 Peinture, sans imperméabilisation et étanchéité

Réalisation de peinture intérieure et/ou extérieure, à vocation décorative, y compris les revêtements minéral épais, peinture épais ou semi-épais (RME, RPE ou RSE), de ravalement en peinture, de pose de revêtements souples, textiles, plastiques ou assimilés sur surfaces horizontales ou verticales, y compris les plafonds tendus, **à l'exclusion des sols coulés, sportifs ou conducteurs et des résines de sols.**

Cette activité comprend les travaux de :

- nettoyage, sablage, grenillage,
- enduits décoratifs intérieurs.

Ainsi que les travaux accessoires ou complémentaires de :

- menuiseries intérieures,
- revêtements en faïence,
- isolation acoustique et thermique par l'intérieur.

Ne sont pas compris les travaux de protection et de réfection des façades par revêtement d'imperméabilisation et systèmes d'étanchéité à base de polymère.

4-8 Revêtement intérieur de surfaces en matériaux souples et parquets

Réalisation en intérieur de parquets collés ou flottants, de revêtements souples, avec ou sans support textile, en tous matériaux plastiques, caoutchouc et produits similaires ou d'origine végétale, notamment en bois (feuilles de placage sur kraft ou sur textile, placages collés ou contreplaqués minces collés) ou tout autre revêtement souple relevant des mêmes techniques de mise en œuvre, **à l'exclusion des parquets cloués, des sols coulés, sportifs ou conducteurs et des résines de sols.**

----- FIN DE LISTE -----

La présente annexe est indissociable des attestations d'assurance de responsabilité décennale et responsabilité civile générale des entreprises du bâtiment, éditées le même jour et ne saurait constituer un document isolé.